

Ministère du travail, de l'emploi et de la santé
Ministère du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'Etat
Ministère des solidarités et de la cohésion sociale

Direction de la sécurité
sociale
Sous-direction de l'accès aux
soins, des prestations familiales et
des accidents du travail
Bureau 2C
Personne chargée du dossier : Cécile Salic
tél. : 01 40 56 70 83
fax : 01 40 56 75 22
mél. : cecile.salic@sante.gouv.fr

Le ministre du travail, de l'emploi et de la santé

à

Monsieur le directeur de la caisse nationale d'assurance
maladie des travailleurs salariés

CIRCULAIRE N° DSS/SD2C/2011/17 du 18 janvier 2011 relative à l'attribution de ristournes sur la cotisation ou d'avances ou de subventions ou à l'imposition de cotisations supplémentaires en matière d'accidents du travail ou de maladies professionnelles

Date d'application : immédiate

NOR : ETSS1101641C

Classement thématique : Sécurité sociale : Organisation, Financement

Résumé : La présente circulaire apporte des précisions sur les modifications apportées dans l'imposition des cotisations supplémentaires et l'attribution de subventions (aides financières simplifiées).

Mots-clés : ristourne – cotisation supplémentaire – contrat de prévention – avances - subventions

Textes de référence :

- Articles L. 242-7, L. 422-4 et L. 422-5 du code de la sécurité sociale

Textes abrogés :

arrêté du 16 septembre 1977 modifié relatif à l'attribution de ristournes sur la cotisation et d'avances ou à l'imposition de cotisations supplémentaires en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles

Circulaire n° 31 SS du 7 novembre 1977 relative à l'attribution de ristournes sur la cotisation ou à l'imposition de cotisations supplémentaires en matière d'accidents du travail

Circulaire n° 9 S.S. du 13 février 1969 relative à l'imposition de cotisations supplémentaires en matière d'accidents du travail

Circulaire N°27 S.S. du 5 avril 1960 complétant la circulaire n°5 S.S. du 16 janvier 1958 relative à l'attribution de ristournes et à l'imposition de cotisations supplémentaires dans les chantiers temporaires du bâtiment et des travaux publics

Circulaire N°106 S.S. du 9 novembre 1960 relative aux cotisations supplémentaires en matière d'accidents du travail

Circulaire N° 5 S.S. du 16 janvier 1958 relative à l'attribution de ristournes et à l'imposition de cotisations supplémentaires dans les chantiers temporaires du bâtiment et des travaux publics

L'article 74 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 a instauré une nouvelle incitation financière prenant la forme d'une subvention directe aux petites entreprises (article L. 422-5 alinéa 2 du code de la sécurité sociale) et a renforcé les dispositifs de majoration existants en fixant le principe d'une majoration minimale plancher de la cotisation accidents du travail et maladies professionnelles (AT/MP) (article L. 242-7 alinéa 2) et en permettant une majoration de la cotisation AT/MP sans injonction préalable dès lors qu'une situation de risque exceptionnel a déjà fait l'objet d'une injonction (article L. 422-4 alinéa 8 du code de la sécurité sociale).

Un nouvel arrêté du 9 décembre 2010 fixe les conditions d'application de ces dispositions. Il se substitue à l'arrêté du 16 septembre 1977 modifié relatif à l'attribution de ristournes sur la cotisation et d'avances ou à l'imposition de cotisations supplémentaires en matière d'AT/MP qui a été abrogé.

Cet arrêté apporte les modifications suivantes :

- il fixe le montant de la majoration minimale plancher de la cotisation AT/MP introduit à l'article L. 242-7 du code de la sécurité sociale susvisé ;
- il définit les situations particulièrement graves de risque exceptionnel pouvant donner lieu à une cotisation supplémentaire, sans injonction préalable, en cas de répétition de la même situation de risque dans un établissement lorsque des mesures de prévention lui ont déjà été demandées par injonction selon l'article L. 422-4 du code de la sécurité sociale susvisé ;
- il détermine les conditions d'octroi aux petites entreprises de moins de 50 salariés de subventions introduites à l'article L. 422-5 du code de la sécurité sociale susvisé communément appelées les aides financières simplifiées (AFS).

Cet arrêté renforce également le dispositif d'imposition des cotisations supplémentaires pour le rendre plus incitatif à la prévention lorsque l'employeur persiste à ne pas mettre en place une des mesures de prévention qui lui ont été prescrites, dans les délais impartis, en rendant automatique la majoration de cotisation.

Enfin, cet arrêté reprend les dispositions existantes relatives à l'attribution de ristournes sur la cotisation (articles 2 à 7) et l'octroi d'avances aux entreprises signant un contrat de prévention dans le cadre d'une convention d'objectifs (article 19 à 21).

I – Les cotisations supplémentaires

En vertu de l'article D. 242-6-1 du code de la sécurité sociale, la possibilité est offerte aux entreprises multi-établissements en tarification mixte ou individuelle, à compter de la tarification pour 2012, d'opter pour l'application d'un taux unique pour l'ensemble des établissements appartenant à la même catégorie de risque. Pour ces entreprises bénéficiant d'un taux unique, la cotisation supplémentaire est due uniquement par l'établissement où les risques exceptionnels ont été constatés.

1 – L'injonction :

L'injonction est utilisée lorsque l'enquête permet de constater un ou plusieurs risques exceptionnels dans l'établissement concerné pouvant justifier une majoration de cotisation AT/MP. Il est recommandé à la caisse pour plus d'efficacité de limiter les procédures d'injonction à un nombre réduit de risques exceptionnels. Cela ne fait pas obstacle à ce que la caisse, hors procédure d'injonction, invite parallèlement l'établissement par lettre recommandée avec accusé de réception à agir sur les autres risques identifiés et laisse la possibilité d'engager ultérieurement de nouvelles procédures d'injonction au titre de ces autres risques.

2 – Le montant minimal de la cotisation supplémentaire

Jusqu'à présent, les règles de calcul des cotisations supplémentaires pouvaient conduire à des montants relativement faibles, et donc faiblement incitatifs, puisqu'ils étaient calculés en fonction de la durée pendant laquelle les risques exceptionnels étaient constatés.

C'est la raison pour laquelle la loi a introduit un montant minimal de cotisation. Ainsi l'article 8 détermine le plancher minimum de cotisation supplémentaire tel que prévu par l'article L. 242-7 du code de la sécurité sociale c'est-à-dire un taux, une durée et un montant minimal de majoration de cotisation. Il prévoit un taux fixe de 25 % applicable pendant une durée de 3 mois, le montant en résultant ne pouvant en tout état de cause être inférieur à 1000 euros.

La décision d'imposition d'une cotisation supplémentaire reste soumise à l'avis favorable des comités techniques régionaux (CTR).

Deux exemples pour illustrer cette réforme :

- un établissement de 200 salariés dont le taux est de 2% (104 600 € / an). Une majoration de 25 % représente 2179 €/ mois. L'entreprise devra acquitter au minimum un plancher de 3 mois soit 6537 €.
- un établissement de 20 salariés dont le taux de cotisation est également de 2 % (10 000 € /an). Une majoration de 25 % par exemple représente 208 € par mois. L'entreprise devra acquitter un plancher de 1000 € (le plancher de trois mois étant de 625 €).

3 – La procédure de cotisation supplémentaire en cas de non mise en conformité après injonction

3-1- Le montant de la cotisation supplémentaire

A l'issue du délai fixé dans l'injonction et dans les cas prévus par la loi où la procédure d'injonction préalable n'est pas exigée, si l'employeur n'a pas mis en place les mesures de prévention prescrites, le CTR se prononce sur l'opportunité d'imposer ou non une cotisation supplémentaire.

Le CTR fixe le montant de la cotisation supplémentaire qui doit être au moins égal à 25 % de la cotisation normale selon l'article 8 de l'arrêté.

Le CTR fixe un nouveau délai qui ne peut pas être supérieur à 6 mois (2 mois pour les chantiers temporaires) pour mettre en place la ou les mesures de prévention.

L'article 8 de l'arrêté prévoit également que la décision de cotisation supplémentaire est notifiée à l'employeur par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle indiquera les délais dans lesquels la cotisation supplémentaire sera portée à 50 % puis à 200% s'il ne met pas en place les mesures prescrites.

3-2- En cas de persistance de la situation de risque

L'article 8 de l'arrêté prévoit qu'à l'issue du nouveau délai fixé par le CTR, si l'employeur persiste à ne pas prendre de mesures de prévention en lien avec le risque constaté et dont la non exécution a motivé la cotisation supplémentaire, la cotisation supplémentaire est automatiquement portée par la caisse d'assurance retraite et de santé au travail (CARSAT) à 50 % de la cotisation normale (sans passage devant le CTR).

Si dans un nouveau délai de 6 mois (2 mois pour les chantiers temporaires), la situation n'a pas évolué et que l'employeur persiste et refuse à ne pas mettre en place une des mesures de prévention en lien avec le risque constaté et qui a motivé la cotisation supplémentaire initiale, son montant sera automatiquement porté par la CARSAT à 200% de la cotisation normale (sans passage devant le CTR).

L'employeur pourra adresser à la CARSAT, au plus tard 8 jours avant l'expiration du premier délai fixé par le CTR ou du deuxième délai de 6 mois, un courrier motivé afin de demander la réduction, la suspension ou la suppression de la cotisation supplémentaire. Si sa demande est justifiée le CTR se prononcera en conséquence.

En outre, avant la fin de l'expiration de chacun des deux délais, les CARSAT contactent l'entreprise afin de vérifier avec elle si les mesures de prévention ont été prises.

Les CTR sont informés des suites données aux injonctions. Un tableau de suivi des entreprises ayant eu une cotisation supplémentaire automatiquement portée à 50 % ou à 200% de la cotisation normale est communiqué aux CTR semestriellement.

4 – La procédure de cotisation supplémentaire en cas de récidive

L'article 9 de l'arrêté reprend en les aménageant les dispositions existantes relatives à la récidive prévue à l'article L. 422-4 du code de la sécurité sociale.

L'employeur peut se voir imposer une majoration de cotisation supplémentaire si dans un délai de 3 ans à compter de la date d'imposition de la cotisation supplémentaire, la CARSAT constate au sein du même établissement l'absence ou l'insuffisance d'une mesure de prévention de même nature que celle qui a donné lieu à une première cotisation supplémentaire.

Cette décision est soumise à l'avis favorable du CTR qui détermine le montant de majoration qui ne peut être inférieur à 50 % de la cotisation normale.

La décision de cotisation supplémentaire est notifiée à l'employeur par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle indique à l'employeur qu'il dispose d'un délai de 6 mois pour mettre en place les mesures qui lui auront été prescrites avant de se voir imposer une cotisation supplémentaire majorée à 200% de la cotisation normale.

L'employeur pourra adresser à la CARSAT au plus tard 8 jours avant l'expiration du délai de 6 mois, un courrier motivé afin de demander la réduction, la suspension ou la suppression de la cotisation supplémentaire.

5 – La procédure en cas de répétition d'une situation particulièrement grave de risque exceptionnel

Cette situation nouvelle a été introduite par l'article 74 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2010.

Jusqu'à présent, un établissement qui avait eu une injonction pouvait prendre rapidement des mesures ponctuelles de prévention lui permettant d'éviter d'acquitter une majoration mais ne pas mettre en place des mesures durables de prévention lui permettant d'éviter la répétition des situations de risque.

L'article 10 de cet arrêté établit, conformément à l'article L. 422-4 du code de la sécurité sociale susvisé, la liste des situations particulièrement graves de risque exceptionnel qui peuvent donner lieu à l'imposition d'une cotisation supplémentaire, sans injonction préalable, en cas de répétition de la même situation de risque dans l'établissement dans un délai de 6 mois.

Cette liste des situations particulièrement graves de risque exceptionnel correspond à des situations générant régulièrement des accidents du travail et des maladies professionnelles graves ou mortels.

En application de ces dispositions, si la même situation de risque exceptionnel est à nouveau constatée dans un délai fixé à 6 mois maximum, la mesure de prévention qui avait été mise en place n'ayant pas été maintenue ou étant insuffisante ou notamment mal entretenue, la CARSAT après avis du CTR pourra imposer directement une première cotisation supplémentaire, sans injonction préalable.

Cette cotisation supplémentaire est due à compter de la nouvelle constatation du risque exceptionnel et est calculée selon les dispositions prévues aux 2 et 3.

II – Les aides financières simplifiées

Ce dispositif d'aides financières au développement de la prévention des risques professionnels adapté aux petites entreprises a été instauré à l'article L. 422-5 du code de la sécurité sociale susvisé afin de multiplier les actions de prévention et d'aider les entreprises à mieux appréhender leurs risques.

Les articles 22 et 24 de l'arrêté fixent les conditions d'octroi des aides financières dans le cadre des programmes de prévention nationaux ou régionaux définis soit par la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) après avis des comités techniques nationaux concernés, soit par la CARSAT, après avis du CTR compétent.

Les entreprises de moins de 50 salariés, qui n'ont pas de contrats de prévention en cours ou qui n'en ont pas eu depuis 2 ans, peuvent en bénéficier, dans la limite de 25 000 euros.

* * *

Vous voudrez bien me saisir de toute difficulté qui pourrait apparaître pour l'application de la présente circulaire. Je vous saurai gré de bien vouloir transmettre cette circulaire aux caisses d'assurance retraite et de santé au travail.

Le Directeur de la sécurité sociale

signé

Dominique LIBAULT